

Quelle place pour l'économie et les métiers verts en France ?

NOÉMIE CONSTANS *

143 000 emplois verts et 3,7 millions de professions « verdissantes » : c'est l'empreinte économique du développement durable en France. Une activité à la fois dynamique et fragile, mais appelée à un avenir prometteur.

Comment se porte l'économie verte en France ? « Elle fait preuve de dynamisme, dans un contexte général marqué par la morosité », analyse Patrice Arnoux, chargé de mission à la Direction prospective et développement durable de CCI France, qui fédère les chambres de commerce et d'industrie du pays.

Sans être épargnées, les activités liées à l'environnement ont résisté à la crise de 2008, affichant de meilleures performances que l'ensemble de l'économie hexagonale. Depuis 2004, l'emploi au sein des éco-activités (entreprises dont la finalité première est la protection de l'environnement) n'a fait qu'augmenter (+ 4,4 % entre 2004 et 2011) jusqu'en 2013 où il a accusé une légère baisse (- 1 %).

Cette croissance quasi continue repose néanmoins sur des bases fragiles. « Son évolution dépend beaucoup de la fiscalité et de la législation, qui s'avèrent parfois instables », explique Patrice Arnoux. Il suffit qu'un gouvernement taille dans les crédits d'impôts développement durable pour qu'une filière, jusque-là prospère, déchant. C'est ce qui s'est passé dans l'éolien et le solaire qui ont fait le yo-yo. « Pour que l'économie verte se porte bien, il faut un soutien politique régulier, estime Fanny Fleuriot, ingénieur au service climat de l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). Le marché des énergies renouvelables, par exemple, réagit fortement aux variations de la réglementation et aux annonces. »

Quand le bâtiment verdit

En 2007, le Grenelle de l'environnement avait boosté la filière verte. Aujourd'hui, la dynamique retombe. Heureusement, la COP 21 et la loi sur la transition

MOTS-CLÉS

prébac, orientation, développement durable, énergies renouvelables

énergétique pour la croissance verte, promulguée le 17 août 2015, apportent un second souffle. « Quels que soient les gouvernements, il existe toujours un décalage entre les ambitions affichées et les moyens engagés, car il n'est pas évident de trouver les ressources », rappelle Patrice Arnoux.

Dans quels secteurs exerce-t-on des professions vertes ? En France, le Commissariat général au développement durable, qui dépend du ministère du même nom, recensait, en 2011, 143 000 personnes opérant dans ce domaine, principalement dans l'énergie, l'assainissement de l'eau et le traitement des déchets.

D'autres métiers existaient déjà mais ont « verdi » : leur finalité n'est pas l'environnement, mais ils ont acquis des compétences qui contribuent à sa préservation. On compte ainsi 3,7 millions de professions « verdissantes » dans des secteurs divers : BTP, transport, agriculture, artisanat, énergies marines renouvelables, etc. Un exemple ? « En comptabilité analytique, les rapports "développement durable" se généralisent. Ils mesurent l'implication des entreprises dans ce domaine », illustre Patrice Arnoux. C'est dans le bâtiment que la tendance se révèle la plus marquée. « Depuis quelques années, beaucoup de métiers se transforment et s'adaptent, avec la multiplication des chantiers de rénovation qui visent à améliorer l'efficacité énergétique des logements », précise Fanny Fleuriot.

Quels secteurs embaucheront le plus ?

Demain, quels secteurs, verts ou verdissants, embaucheront le plus ? « Le traitement des déchets, le bâtiment et les énergies renouvelables », pronostique Patrice Arnoux. « Actuellement, les prix du pétrole et du gaz ont baissé, mais cela ne durera pas et la transition énergétique se poursuivra. » Si la loi portée par Ségolène Royal atteint son objectif de 500 000 rénovations de logements par an, les embauches devraient se multiplier dans le BTP. En revanche, selon Patrice Arnoux, « la diminution du

* Article issu de *Famille & éducation*, n° 509, novembre-décembre 2015, p. 24-26.



nombre d'entreprises dans l'industrie lourde réduira les opportunités d'emploi dans le domaine du traitement de la pollution ».

C'est un aspect moins connu de la montée en puissance du développement durable : la reconversion industrielle. L'emploi devrait diminuer dans les

Des nouveaux métiers ?

Des métiers verdissants, mais aussi de nouveaux métiers apparaissent, comme le diagnostiqueur immobilier, l'expert en bilan carbone, le conducteur de travaux en rénovation énergétique ou l'ingénieur smartgrid : mi-informaticien, mi-énergéticien, il coordonne la production, la distribution, le stockage et la consommation d'énergie... Et n'oublions pas que 70 % des métiers qu'exerceront les enfants aujourd'hui en maternelle n'existent pas encore. Il y a fort à parier que les métiers verts en feront partie.

Sylvie Bocquet

Quels sont les principaux acteurs ?

Les multinationales éco-industrielles (Veolia Environnement ou Suez Environnement, par exemple), les entreprises de service public (Enedis), les collectivités territoriales, les petites entreprises privées, les bureaux d'études et d'ingénierie, les cabinets conseils et les agences de communication spécialisées. De nombreuses associations sont également très actives sur les créneaux de la protection de la nature et de l'éducation à l'environnement.

Hélène Sourdel

*Pour que
l'économie verte
se porte bien,
il faut un soutien
politique régulier*



© Philippe Turpin/Belpress/Andia

Quels secteurs embauchent le plus ?

La gestion des déchets, la dépollution des eaux et l'énergie... représentent 80 % des emplois verts. La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte dote la France d'un objectif ambitieux : porter la part des énergies renouvelables (filiales hydraulique, éolienne, photovoltaïque et bioénergie) de 17 à 40 % de la production d'électricité en 2030¹.

Les énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie créent des emplois : travaux d'isolation des bâtiments, installation de pompes à chaleur, valorisation des déchets... tandis que la réglementation favorise l'essor de la dépollution de sites industriels et des sols. « Il est plus facile de déterminer la nature et le contenu des emplois de transition énergétique que leur nombre, précise Chantal Labruyère, chercheuse au Céreq (Centre d'étude et de recherche sur les qualifications). On peut les analyser par grandes fonctions : emplois de conception, de maintenance, de gestion, de commercialisation... ou par niveau de qualification : ingénieurs, techniciens, opérateurs. »

Tous les niveaux de qualification sont représentés. Les trois quarts des postes liés aux déchets et à la propreté sont occupés par des agents non qualifiés, mais les entreprises éco-industrielles et les bureaux d'études recrutent également des chargés d'études pour évaluer l'impact des projets d'aménagement sur l'environnement, des chefs de projet pour réaliser les ouvrages hydrauliques ou dépolluer des sites, des directeurs d'agence et des technico-commerciaux. Les industries traditionnelles emploient également des cadres pour appliquer les normes environnementales : responsable QSE (qualité, sécurité, environnement), experts efficacité énergétique... À noter : de plus en plus d'experts en ingénierie ou en droit sont recrutés pour aider les entreprises à respecter des normes européennes de plus en plus strictes et complexes.

Hélène Sourdel

1. Le taux de couverture moyen de la consommation électrique par des énergies électriques en France était de 19,5 % en 2014, dont 13,5 % par la filière hydraulique, 3,7 % par l'éolien, 1,3 % par la photovoltaïque et 1,1 % par les bioénergies. Source : panorama de l'électricité renouvelable.

secteurs traditionnels, polluants et liés aux énergies fossiles, et augmenter dans l'économie verte. Mais ce mouvement de bascule doit s'effectuer harmonieusement, sans casse sociale. Or, « l'argent investi n'a pour l'instant pas permis de stabiliser un outil industriel français à la hauteur des enjeux environnementaux dans le secteur des énergies renouvelables », estime Fanny Fleuriot.

Si ses décrets d'applications sont à la hauteur de ses ambitions, la loi de transition énergétique devrait accélérer ce processus et aider les usines vertes à sortir des cartons. Autre facteur favorable : une prise de conscience générale. Le souci de l'environnement se diffuse dans toute la société, au sein des entreprises comme des particuliers. « Les métiers du développement durable, c'est l'avenir », assure Fanny Fleuriot. « Bientôt, on ne pourra plus s'en passer. » ■

EN LIGNE

Les métiers de l'environnement :
<https://goo.gl/T3uPsk>

Tous les liens sur <http://eduscol.education.fr/sti/revue-technologie>